

Les outils de la diplomatie commerciale et économique sont également appelés à changer. Nombre de personnes semblent considérer une bonne partie des relations internationales contemporaines comme une lutte entre pays industrialisés et pays en développement, les premiers s'efforçant de conserver la plus grande part possible du gâteau et les autres, d'obtenir tout ce qu'ils peuvent. C'est évidemment là un point de vue quelque peu simpliste. Il faut tout d'abord noter que le Nord et le Sud ne sont nullement des blocs homogènes. Le monde en développement regroupe des pays nouvellement industrialisés comme le Brésil, la Corée et Singapour, des pays comme le Nigéria, l'Arabie Saoudite et l'Indonésie, tirent leur richesse du pétrole tout en étant encore en plein développement, ainsi que des pays en développement à revenu moyen comme l'Inde, l'Algérie et le Kenya. Il regroupe également les pays les plus pauvres et les pays à commerce d'État comme ceux de l'Europe de l'Est et la Chine. Chacun de ces groupes de pays, et même chaque pays à l'intérieur de chacun de ces groupes pose des défis particuliers; chacun exige une approche différenciée qui dépendra en partie de l'importance que jouent respectivement ses secteurs public et privé.

Il est donc tout à fait évident que nos secteurs public et privé devront être dynamiques et créatifs s'ils veulent tirer pleinement avantage de l'évolution en cours.

Le rôle du gouvernement

Comment le gouvernement peut-il travailler avec vous pour assurer qu'il exprime vos intérêts dans ses activités internationales et vous aide à veiller à ce que vos transactions commerciales et financières tiennent compte de ces nouvelles réalités?

Il y a évidemment des contacts permanents et étendus entre le gouvernement et les hommes d'affaires canadiens. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a par exemple des contacts quotidiens suivis avec les divers secteurs de l'industrie canadienne et a récemment collaboré très étroitement avec le secteur privé à la préparation des rapports des groupes de travail du secteur industriel dont les recommandations sont actuellement étudiées par le gouvernement. Vous savez également que la Société pour l'expansion des exportations et la Corporation commerciale canadienne (CCC) fournissent une aide directe aux entreprises canadiennes opérant à l'étranger. La CCC cherche de nouvelles façons d'appuyer les activités de notre secteur privé à l'étranger pour tenir compte de l'importance globale croissante que prennent les projets de grande envergure. Il y a également eu une intensification des consultations directes avec les représentants de l'industrie canadienne sur les grandes questions économiques internationales.

Le ministère des Affaires extérieures a aussi un rôle à jouer en cette matière. La distinction traditionnelle entre politique étrangère et politique intérieure suppose une ligne de démarcation bien tranchée qui n'existe plus, si même elle a déjà existé. La diversité et la complexité croissantes des questions économiques exigent que la contribution du Ministère au processus de formulation des politiques du gouvernement dépasse la simple coordination à Ottawa et la simple représentation des vues du gouvernement à l'étranger. Il appartient au Ministère de s'assurer que les diverses politiques nationales et internationales du gouvernement reflètent les nouvelles réalités internationales que je viens de décrire.